

WEB DE RUE

INTERNATIONAL DIGITAL FORUM OF SOCIAL STREET WORKERS

BRUXELLES
26-30.10.20

Photo by Ergin Akyurt on Unsplash

Dossier de presse

WEB DE RUE

Semaine internationale d'échanges et de réflexions entre
travailleurs.euses sociaux.ales de rue.

Bruxelles, du 26 au 30 octobre 2020

CONFÉRENCE DE PRESSE

Vendredi 30.10.2020 de 11h à 12h

Résidence Palace

Rue de la Loi 155

1040 Bruxelles

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

26-30.10 - WEB DE RUE - Forum international digital des travailleurs sociaux de rue

L'impact de la crise du coronavirus sur les personnes en situation de rue : Un difficile dé-confinement ?

La crise de la COVID-19 nous démontre une fois de plus que la lutte contre la pauvreté reste la priorité absolue.

« Ils sont arrivés 6 mois avant le confinement, cette famille ROM vivant dans les rues de Bruxelles n'ont rien vu venir. Pourquoi les rues sont-elles vides depuis 15 jours ? Pourquoi les commerces ont-ils fermés subitement ? Comment allons-nous survivre ? C'est finalement le travailleur social de rue qui viendra leur expliquer qu'une épidémie sévit sur toute la planète et qu'un confinement généralisé a été décidé. Pour cette famille il fallait trouver une solution en urgence. »

Dès les premiers confinements liés à la pandémie de la COVID-19 en mars 2020, Dynamo international a reçu de nombreux témoignages comme celui-ci, en lien avec les réalités de la rue. Ces témoignages, relayés par les membres de [Dynamo International Street Workers Network](https://dynamointernational.org/) sur plus de 50 pays, nous viennent des populations en situation de rue ou/et vivant des situations de précarité intense.

Fort de ces informations multiples et variées nous avons décidé de **prendre la parole sur ces situations souvent peu visibles**, d'y réfléchir, avec d'autres acteurs de la société civile et publics, au niveau local et international, et de **proposer des recommandations**.

Le mercredi 28 octobre 2020 nous organisons 4 webinaires internationaux en français, anglais et espagnol sur des thématiques spécifiques liées à l'impact de la crise du coronavirus au niveau social : violences des autorités, enfants en situation de rue, violences domestiques, pauvreté, accès au logement et autres réalités. Cette semaine d'échanges, de témoignages et de réflexions, s'organise dans le cadre de « [Web de rue](#) » du 26 au 30 octobre 2020 autour de différentes activités virtuelles dont notamment un webinaire en lien avec **le Comité des droits de l'enfant de Genève** et un [débat sur « l'insécurité sociale »](#) avec :

- **Olivier de Schutter**, rapporteur des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme,
- **Céline Nieuwenhuys** (secrétaire général Fédération des Centres de Services Sociaux, experte membre du GEES),
- **Maryse Bresson** (professeure de sociologie à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, « La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie).

➔ **Informations et inscriptions concernant les 4 webinaires :**

[DYNAMOINTERNATIONAL.ORG/WEB-DE-RUE](https://dynamointernational.org/web-de-rue)

Les travailleurs sociaux de rue sont à votre disposition pour témoigner des réalités de la rue ici et ailleurs.

CONFÉRENCE DE PRESSE

Vendredi 30.10.2020 de 11h à 12h

Résidence Palace

Rue de la Loi 155

1040 Bruxelles

PANEL DES INTERVENANTS

Maître de cérémonie : Edwin de Boevé

Cis Dewaele	Représentants des travailleurs·ses sociaux·les de rue flamands,
Wouter Beke	Ministre flamand du Bien-être, de la Famille, de la Santé publique et de la Réduction de la pauvreté,
Edwin de Boevé	Directeur de Dynamo International - Réseau International des Travailleur·euses Sociaux·ales de Rue (53 pays),
Adian Drissia	Témoignage d'une jeune de 20 ans sur son expérience pendant le confinement,
Pascale Delcomminette	Administratrice générale de Wallonie-Bruxelles International – WBI,
Valérie Glatigny	Ministre de l'Aide à la Jeunesse en Fédération Wallonie Bruxelles, (à confirmer).
Journalistes	Questions – Réponses

CONTACT PRESSE

Sébastien Hertsens Directeur Dynamo AMO +32 (0)484 98 04 29 sebastienhertsens@gmail.com	International – Français Edwin de Boevé Directeur Dynamo International +32 (0)477 54 71 39 edwin@travailderue.org	Néerlandais Cis Dewaele Coordinateur travail social de rue en Flandres +32 (0)496 12 17 57 cis.dewaele@samvzw.be
--	--	--

INTERVIEWS DE TRAVAILLEUR·EUSES SOCIAUX·ALES DE RUE - CONTACTS

Des travailleur·euses sociaux·ales de rue sont disposés à donner leurs témoignages et à répondre aux questions des journalistes concernant les réalités de la rue.

Ils/elles travaillent dans divers secteurs :

- Toxicomanie – réduction des risques (Bruxelles)
- AMO - service d'aide à la Jeunesse (Bruxelles – région liégeoise en milieu rural - Jeunes et habitants dans les campings wallons)
- Service des éducateurs de rue d'une commune bruxelloise (sans abrisme)
- Prostitution féminine (région de Liège) et masculine (Bruxelles)

Prendre contact avec Sébastien Hertsens +32 (0)484 98 04 29 sebastienhertsens@gmail.com

LES ORGANISATEURS DE « WEB DE RUE »

→ DYNAMO INTERNATIONAL

Dynamo International est une ONG et un service d'aide à la jeunesse qui lutte, en Belgique et partout dans le monde, pour la défense des droits fondamentaux des personnes en situation d'exclusion sociale.

Dynamo International – street workers network est actuellement composé de plus de 50 plateformes nationales de travailleur·euses sociaux·ales de rue membres provenant de pays issus de quatre continents : Afrique, Asie, Europe, Amériques. Ces plateformes se réunissent régulièrement afin d'élaborer des stratégies, de mener des activités permettant ainsi aux travailleur·euses sociaux·ales de rue de confronter leurs réalités.

+32 (0)2 378 44 22 - dynamo-int@travailderue.org
www.dynamointernational.org - <https://dynamointernational.org/street-workers-network/a-propos/>

→ DYNAMO AMO

Dynamo est un service d'aide en milieu ouvert qui s'adresse à des enfants et des jeunes âgés de 0 à 22 ans. Dynamo réalise du travail social de rue dans plusieurs quartiers de Forest, Uccle et Ixelles. Il s'agit d'être le plus souvent accessible aux enfants, jeunes et familles en demande d'aide ou d'informations (par rapport à l'école, la famille, les loisirs, la santé, ...) et de leur offrir une écoute et un accompagnement gratuits et en toute confidentialité.

dynamoamo.be Tel +32 (0)2 332 23 56 - dynamoamo@gmail.com

→ SAM steunpunt Mens en Samenleving vzw

SAM est là pour tous ceux qui soutiennent les personnes socialement vulnérables. Le travail des professionnels sociaux, de leurs organisations et des bénévoles est complexe. Les défis ne sont pas moindres : se tenir au courant des nouvelles perspectives et pratiques, échanger avec d'autres secteurs, garder une vue d'ensemble du complexe « paysage du bien-être ». Et bien sûr, fournir aux citoyens le soutien qu'ils méritent. La mission de SAM est de renforcer ces professionnels sociaux, leurs organisations et leurs politiques.

www.samvzw.be +32 (0)496 12 17 57 - cis.dewaele@samvzw.be

→ LE COLLECTIF DES TRAVAILLEURS.EUSES SOCIAUX.ALES DE RUE BELGES

Le collectif est une plateforme intersectorielle réunissant les travailleurs sociaux de rue belges francophones. Lancé il y a un an, suite à la dissolution de la fédération Trace de Rue, le collectif a pour objectif de fédérer les travailleurs, afin que le travail social de rue soit reconnu et valorisé.

Nous voulons être un lieu intersectoriel pour être riche dans notre diversité.

Gaby Gohar : +32 (0)471 21 88 69 - César Richelle : +32 473 86 83 06 - tsrfrancophone@gmail.com

WEB DE RUE

Forum international digital des travailleurs sociaux de rue CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

L'impact de la crise du COVID 19 sur les personnes en situation de rue : Un difficile dé-confinement ?

Rappelons avant toute chose que de par sa proximité et son intégration dans les milieux des plus exclus, **le·a travailleur·se social·e de rue** constitue le premier et le dernier maillon de la chaîne éducationnelle et de l'aide sociale. Il est dès lors un témoin privilégié des réalités peu connues et peu visibles. Dans un contexte particulier comme celui que nous connaissons, il s'agit pour ces acteurs sociaux de rester vigilants à ce que les droits fondamentaux soient respectés et ne soient pas sacrifiés au nom de la lutte contre la pandémie.

Les constats dans les rues

Partout la répression, et surtout la stigmatisation, des populations en situation de rue s'est ressentie plus fortement. En Belgique, les interventions policières ont créé de fortes tensions dans les quartiers les plus populaires. Les travailleur·ses sociaux·les ont souvent joués les modérateurs suite à ces confrontations.

Les sans domiciles fixes ont très vite été particulièrement ciblés par les autorités car ne respectant pas les consignes de confinement. Il a fallu dès lors trouver des hébergements d'urgence et veiller à protéger ceux-ci des risques de répression (amendes, prison...). Certaines villes et pays ont instauré un couvre-feu inapplicable pour ces populations. De nombreux SDF se sont dès lors déplacés dans d'autres villes ou se sont cachés en prenant parfois de nombreux risques supplémentaires. En Belgique, en ce début de période hivernale, nous sommes particulièrement inquiets par rapport à la diminution du nombre de lits pour les SDF, suite au respect des gestes barrières dans les centres d'accueil d'urgence.

« En raison de la fermeture de nombreux services et parce que les sans-abri sont chassés de leurs lieux d'ancrages habituels sous le couvert de l'épidémie, les travailleurs de rue investissent désormais également beaucoup de temps et d'énergie pour retrouver des sans-abri qui pourraient être en danger. »

Bram Van de Putte, Diogènes, Bruxelles.

Notre expérience nous démontre également que de nombreux messages relayés par les gouvernements sont négligés. Parfois, cela est dû à un manque de compréhension. Parfois, ce ne sont que des « *fake news* » sur le COVID-19.

« Partout dans la rue, il y a beaucoup de 'fake news' : 'le speed tue le virus', 'boire du vinaigre immunise contre le virus', 'les migrants propagent la maladie', etc. Le défi est d'aider à informer les gens sur la vérité et sur des mesures de prévention efficaces. »

Cis Dewaele, Flandre – Belgique.

« Notre manière de transmettre le message sur la prévention doit sans cesse se renouveler car les personnes ont toutes des idées différentes sur le virus. Certains pensent être protégés d'office car ils ont déjà tout vécu en rue, d'autres sont très bien informés et nous demandent du matériel de protection, enfin il y en a qui n'y croient simplement pas... »

Témoignage d'Elisabeth, infirmière de rue, Bruxelles.

En Europe, de nombreux jeunes adultes (18-25 ans) connaissent également une dégradation de leur situation. Ceux-ci n'ont plus aucun revenu et viennent ainsi grossir les rangs d'une nouvelle catégorie de pauvres. Avec le temps qui passe, certains d'entre eux, coincés chez leurs parents, se retrouvent au cœur de conflits liés à une cohabitation de plus en plus difficile. Le nombre de jeunes et moins jeunes se retrouvant dans les rues augmente, et pas seulement dans les grandes villes. Dans les agglomérations les plus modestes, il n'est dorénavant pas rare de rencontrer un jeune sans domicile fixe qui se cherche un abri sous une tribune de foot ou un peu de chaleur dans un patio bancaire.

La situation des enfants migrants est également des plus préoccupante. Plus de 1800 enfants non accompagnés vivent dans les centres de réception et d'identification sur les îles grecques. Les enfants sont privés d'accès à leurs droits les plus élémentaires tels que le logement, l'eau, la nourriture, les soins médicaux et psychosociaux, ainsi que l'éducation. Un grand nombre d'enfants sont sans abri, dorment dans les camps, sans tentes et à côté d'adultes étrangers, en dépit de la loi grecque imposant l'obligation de placer les enfants non accompagnés dans un logement adapté aux enfants. Les enfants non accompagnés sont particulièrement vulnérables à la traite et à d'autres formes d'exploitation, notamment l'exploitation sexuelle, la mendicité forcée, la vente de rue et d'autres formes de travail des enfants. Avec la fermeture des frontières cette situation s'empire de jour en jour.

Dans certains pays l'éducation de rue a été interdite, ce qui n'a pas empêché les travailleur·ses sociaux·les à poursuivre leurs missions tout en procurant des soins et les moyens de protection (masques, désinfectants...). La plupart des collègues notamment dans les pays africains et asiatiques ont augmenté l'accueil des enfants en centres d'hébergement et la distribution de nourriture vu les difficultés, pour les enfants en situation de rue, de trouver dans les rues des moyens de subsistances. Ces enfants n'ont pas souvent accès à l'eau salubre et à des installations d'hygiène, du savon et de l'eau pour se conformer aux recommandations formulées par les autorités de santé publique qui visent à réduire la propagation de la maladie.

Les travailleur·ses sociaux·les de rue soutiennent les personnes les plus vulnérables dans divers contextes, dans lesquels pauvreté, problèmes de santé, toxicomanie et violence sont des réalités quotidiennes. La pandémie de COVID-19 a amplifié ces problèmes. Cela est particulièrement vrai dans les pays les plus pauvres, où les populations en situation de rue sont les plus touchées. Pour beaucoup, la possibilité de gagner ne serait-ce qu'un petit revenu et / ou de recevoir un soutien, n'existe tout simplement plus.

« La vie 'avant' le virus était déjà très compliquée, maintenant c'est un cauchemar. Quand vous avez faim, quand vous ne savez plus comment nourrir vos enfants ou vos proches, faire attention à l'hygiène et prendre des précautions sanitaires deviennent des préoccupations secondaires. »

Jean-Christophe Ryckmans, Népal.

La fermeture des écoles, outre le déficit éducationnel, accroît, par ailleurs, l'insécurité alimentaire en privant trois cents millions d'enfants¹ de repas scolaires alors que les familles se trouvent déjà en difficulté économique suite à la perte de revenus pour de nombreux parents dont les ressources dépendent d'une économie informelle et précaire.

Certaines écoles ont tenté de maintenir une scolarisation par internet. C'est oublier que la moitié de la population mondiale n'a aucun accès à internet et que, même dans les pays les plus industrialisés, de nombreuses familles n'ont pas d'ordinateur, d'imprimante et une connexion trop faible que pour rester connectées. Si par le passé nous

¹ [Human Rights Watch: COVID-19 and Children's Rights](#)

avons souvent évoqué le décrochage scolaire des enfants par rapport aux écoles, dorénavant nous pouvons parler du décrochage des écoles par rapport aux enfants. 1,7 milliards d'enfants sont déjà déscolarisés², nombres d'entre eux ne reviendront jamais à l'école, surtout pour les jeunes filles qui risquent d'être victimes de mariages précoces entre autre.

Nous recevons également des témoignages positifs comme au Népal où le nombre d'arrestation des enfants en situation de rue a diminué car la police a peur d'être infecté. D'autres situations comme dans plusieurs pays européens où les jeunes et les travailleur-ses sociaux-les de rue se sont organisés pour venir en aide aux personnes isolées et plus âgées qui ne peuvent plus se déplacer. Soulignons aussi la réaction de certaines autorités locales qui ont très rapidement réquisitionné des lieux d'hébergement pour SDF (Bruxelles, Kortrijk, Gand, Ostende, Roeselare, Hasselt et Sint-Niklaas).

Les constats dans les habitats

Les populations de quartiers précarisés subissent une plus forte contamination et dès lors une plus forte pression des autorités. La densité de population, le logement dégradé, la cohabitation multigénérationnelle, les logements collectifs et l'absence d'espaces verts augmentent les risques.

« Si le processus de paupérisation a continué son œuvre destructrice sans aucun frein, la pandémie a surtout fait ressortir et mis en exergue les nombreuses difficultés vécues par les populations les plus précarisées ; le repli communautaire endémique s'est mué en repli familial ; la peur a continué à engluer les familles dans sa toile, avec pour conséquence, l'accroissement du développement de troubles mentaux ; les comportements violents, tant dans le cercle familial que dans l'espace public se sont faits de plus en plus fréquents ; la prostitution s'est développée ; les addictions diverses se sont épanouies ; la mendicité a fait des émules ; de nouveaux sans abris ont fait leur apparition ; le sentiment de révolte ainsi que le désespoir ont continué de croître dans l'esprit des jeunes ; la désaffiliation sociale qui rongait déjà les esprits d'adolescents en perte totale de sens s'est abondamment nourrie du contexte global. »

Par **Marc De Koker**, directeur de l'AMO Rythme, au nom du Collectif des Amo de Bruxelles*, coprésident du Conseil de Prévention de l'arrondissement de Bruxelles.

Les mesures de confinement dans des habitats précaires ont également produit de nombreuses difficultés : le manque de lumière, d'exercices physiques, l'isolement et un mode de vie sédentaire prolongé, a un impact sur le développement cognitif et physique des plus jeunes. Dans de nombreux foyers, il y a des difficultés liées à la nutrition et à l'hygiène.

La santé mentale est également en jeu. Nous constatons déjà des situations extrêmes, des décompensations, des dépressions naissantes et des menaces d'auto-infliction de blessures. Les maisons deviennent des « cocottes à vapeur » que tous les adultes présents ne peuvent pas gérer. L'utilisation abusive et inappropriée des *smartphones*, tablettes et jeux vidéo, s'ils étaient déjà un sujet de préoccupation, l'est désormais davantage maintenant : problèmes oculaires, céphalées, troubles du sommeil, hyperstimulation, anxiété, addiction, etc. Le *cyber-bulling*, le *sexting*, et les ludopathies ont désormais le terrain ouvert 24 heures sur 24.

² [As COVID-19 devastates already fragile health systems, over 6000 additional children under five could die a day, without urgent action », Unicef](#)

Dans ces longues périodes de confinement, les violences intrafamiliales (physique, psychologique, sexuelle etc..) déjà existantes augmentent et rendent les mineurs particulièrement isolés et vulnérables. Selon le Conseil de l'Europe, un enfant sur cinq est victime de violence sexuelle en Europe. D'après les données d'ECPAT International, 74% des abus sexuels sont perpétrés par le cercle de confiance de l'enfant. Les femmes sont également plus vulnérables aux violences intra familiales.

Il n'y a plus de lien avec l'extérieur, les relations ne sont pas "oxygénées", il n'y a pas de témoins ou d'adultes de référence. La pression, le désespoir et les conflits peuvent déclencher la violence ou l'abandon, et chez les mineurs, des fugues et des comportements à risque.

À tout cela, il faut ajouter l'écart qui s'accroît entre les mineurs, ceux qui ont accès à la technologie et aux réseaux sociaux et à une certaine structure familiale, et ceux qui sont relégués par le manque de liens avec l'extérieur. Ceux qui vivent dans une maison avec jardin, terrasse, balcon ou ceux qui ne jouissent que d'une fenêtre intérieure. Ainsi que les familles qui vivent dans des appartements de quelques mètres carrés sans espaces de loisirs individuels et avec de nombreux membres d'âges différents dans l'unité familiale.

Et aujourd'hui ?

De nombreuses équipes de travailleur·ses sociaux·les de rue dans de nombreux pays ont du mal à poursuivre leurs actions dû à certaines pressions mais aussi dû à l'arrêt des soutiens financiers publics et privés. Pourtant les travailleur·ses sociaux·les de rue connaissent les personnes les plus à risque et savent où les trouver. Parce qu'ils-elles répondent à leurs besoins particuliers, ils-elles sont considéré·es comme dignes de confiance, et par là même, sont capables de donner aux communautés les moyens d'agir.

Il est ainsi essentiel que le travail se fasse dans la rue et dans les communautés pour que ces personnes puissent mieux se protéger et protéger les autres. De ce fait, les travailleur·ses sociaux·les de rue jouent un rôle crucial et concret pour soutenir les personnes exclues du système, surtout en cette période de crise.

« En Roumanie, de nombreuses organisations de travail de rue existent sur la base des contributions financières des entreprises, pour qui les dons sont détaxés. Compte tenu de l'impact économique du COVID-19, bon nombre de ces entreprises ont cessé leurs contributions, ce qui a des conséquences évidentes sur la capacité des travailleurs à fournir des services – alors même que la demande et les coûts de gestion augmentent. Les travailleurs craignent que leurs organisations ne puissent pas tenir ; de nombreuses associations ont dû de ce fait, licencier des travailleurs. Certains ont continué à travailler sur une base individuelle et volontaire malgré cela. Ceux qui restent sont passés au salaire minimum et au travail à temps partiel, abandonnant le travail quotidien et se concentrant plutôt sur l'approvisionnement de biens de première nécessité et de certains services sociaux spécifiques pour ceux qui en ont besoin » Ionut Jugureanu, Roumanie.

La peur fait également peser un poids énorme sur les épaules des enfants et des adultes. La peur des adultes surtout est encore au-devant de la scène. Peur du dehors, de la maladie, de la mort, de l'autre, du fossé qui s'est creusé avec le temps entre nous. Cette peur se noue aux incertitudes.

Plus que jamais cette peur qui s'est répandue sur l'ensemble de la planète est mauvaise conseillère. C'est en son nom que la répression des populations de rue s'est faite plus durement, que les voisins se sont dénoncés réciproquement sur un manque de respect des règles de confinement, que les gouvernements se sont repliés sur eux-mêmes en édictant des règles parfois difficiles à comprendre et surtout en ne tenant plus compte de la solidarité qui doit se jouer entre les différents pays et au sein de la population.

Personne ne sait exactement de quoi sera fait demain et quels seront les conséquences de la pandémie, le doute fait partie intégrante du paysage. Comment renouer avec le dialogue et le débat quand pendant plusieurs semaines nous avons, dans ce contexte d'urgence sanitaire, été dans l'obéissance du confinement. Comment réveiller nos pensées parfois engluées, immobilisées par ce contexte, pour pouvoir penser le monde nouveau qui s'ouvre juste devant nous ? Comment renouer avec cette confiance essentielle quand la méfiance a pris toute la place ces derniers mois ? Et puis au-delà des pensées, comment allons-nous agencer nos pratiques de l'éducation de rue dans cette période si particulière ?

Il nous faudra surtout analyser objectivement ce qui s'est passé et ce qui se passe encore maintenant ; l'imposition d'une seule vision de la pandémie et de ce qui doit être fait pour l'endiguer, le poids des médias et des experts en tant qu'individus, c'est « à qui se retrouvera au journal télévisé du soir », le faible poids des prises de positions collectives... Tout ça doit nous inquiéter au même titre que le Covid-19.

Pour que les enfants ne soient pas les oubliés du dé confinement, le retour et le maintien à l'école ou à d'autres alternatives restent une nécessité. Il n'y a pas que le côté pédagogique de l'école qui compte. Au contraire, toute sa dimension sociale, affective et psychologique est aussi très importante pour l'enfant.

Aujourd'hui le discours politique est particulièrement inspiré par quelques experts qui privilégient le maintien d'un isolement des individus en fixant le curseur sur le risque zéro. Des voix de plus en plus nombreuses dénoncent les effets collatéraux de la politique de confinement et/ou d'isolement. L'être humain est avant tout un être social, qui a besoin de l'autre pour se développer, l'isoler est contre nature.

Avec cette pandémie le sort d'une grosse majorité de la population mondiale s'est considérablement détérioré. En 2020, entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires basculent dans l'extrême pauvreté et ne vivront qu'avec 1,90 dollar par jour³, tandis que certaines grosses multinationales se sont considérablement enrichies. Comment arbitrer les écarts de richesses grandissants, qui font que les 1% des plus riches ont profité deux fois plus de la croissance des revenus que les 50% les plus pauvres au cours des dernières décennies ?

55% de la population mondiale ne bénéficie d'aucune protection sociale, 15% d'une protection sociale incomplète et 2/3 des travailleurs.euses. sont dans l'économie informelle et donc sans protection⁴. Un système de protection sociale solide, flexible, résilient et accessible à tous sans aucune discrimination est pourtant le meilleur rempart face à une dégradation annoncée de la situation d'un nombre croissant de précarisés.

La crise du COVID-19 nous démontre une fois de plus que la lutte contre la pauvreté reste la priorité absolue.

³ [La Libre : 88 à 115 millions de personnes dans le monde vont basculer dans l'extrême pauvreté en 2020 à cause du Covid](#)

⁴ [Nations Unies - Centre Régional d'information Pour l'Europe Occidentale : Expert de l'ONU sur la pauvreté : « La priorité doit aller à la promotion de l'égalité ».](#)

RECOMMANDATIONS

Cette partie du texte sera complétée par les échanges qui se dérouleront à un niveau local et international durant la semaine « Web de rue » du 26 au 30 octobre 2020.

- Nous plaçons pour que les décisions prises par les autorités face à la pandémie se réfléchissent de manière holistique et qu'elles tiennent compte des singularités des autres champs tels que l'éducation, la culture et le social et pas uniquement à travers une vision sanitaire. La concertation avec les acteurs de ces différents champs est primordiale.
- Nous proposons d'accentuer la lutte contre la pauvreté par :
 - Le soutien au pays en voie de développement pour qu'ils mettent en place des nouveaux socles de protection sociale ;
 - Le renforcement des systèmes de protection sociale là où ils sont trop faibles ;
 - Un système de soins de santé de qualité accessibles à tous et toutes ;
 - L'individualisation des droits sociaux ;
 - La mise en œuvre rapide du programme « Child Garantie » en Europe ;
 - La mise en œuvre systématique de programme « Housing first » ;
 - L'adoption d'une « approche Droit » de la pauvreté en déclarant illégale la pauvreté.
- Nous insistons fortement sur le fait que les droits fondamentaux soient respectés et ne soient pas sacrifiés au nom de la lutte contre la pandémie. Une approche sécuritaire et répressive face aux populations précarisées est totalement contre-productive.
- Nous appelons les autorités, à quelque niveau que ce soit, à prendre en considération et à mettre en œuvre l'Observation Générale n°21 sur les enfants en situation de rue, publié par le Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unis de Genève.⁵
- Nous encourageons les gouvernements à adopter des campagnes de sensibilisation non culpabilisante et non stigmatisante dans le cadre de la lutte contre la pandémie.
- Nous plaçons pour que la relance et le retour à une période plus calme ne se fasse pas au détriment des enjeux environnementaux, sociaux et culturels.
- Nous insistons sur l'importance de soutenir les associations, acteurs et services dans les domaines de l'éducation populaire, la culture, la jeunesse, les sports, le bien être, la santé, le social, la prévention, la sensibilisation... et surtout qu'il n'y ait pas de sélection abusive de ce qui sera dorénavant considéré comme activité essentielle ou non essentielle.
- Nous demandons d'investir plus largement dans la prévention sociale et éducative à l'attention des enfants et des jeunes dans leur milieu de vie.
- Nous plaçons pour une meilleure reconnaissance effective du travail social de rue.

⁵ [Observation Générale n°21 sur les enfants en situation de rue, Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unis de Genève](#)

SENSIBILISATION EN PLEINE CRISE CORONA : RECOMMANDATIONS POLITIQUES



CE QUI RESSORT ET QUE NOUS PRÉSENTERONS À MR LE MINISTRE WOUTER BEKE

De nombreuses organisations travaillent encore en grande partie en ligne, par téléphone ou par appel vidéo. Les clients sont priés de prendre rendez-vous numériquement, de passer des appels vidéo ou de numériser des documents et de les envoyer par courriel. Ce n'est pas faisable pour les plus vulnérables, ce qui signifie qu'ils ne reçoivent pas de soutien, qu'ils sont encore plus difficiles à entrer dans la paperasserie et donc manquent d'aide et d'avantages. Cela crée une pauvreté supplémentaire. Il est nécessaire de communiquer face à la personne, en particulier dans les services qui garantissent les droits des personnes (assistance, syndicats, soins de santé, services municipaux, etc.)

Pendant le lockdown, de nombreuses villes, municipalités et organisations humanitaires ont réagi très rapidement et très bien à la crise : leurs propres règles et conditions ont été mises de côté pour que de nombreuses personnes puissent soudainement se rendre au refuge, obtenir un soutien supplémentaire, etc. Cette liberté de règles a assuré un travail social efficace et efficient. Comment cette règle peut-elle être maintenue afin que nous puissions continuer à performer (même dans des situations de non-crise) ?

QUELS AUTRES SIGNAUX SONT DEVENUS DOULOUREUSEMENT ÉVIDENTS ?

- Dans une crise aiguë, vous ne pouvez atteindre les personnes les plus vulnérables qu'en leur rendant visite. Les nouvelles ne les atteignent pas (toujours) et les fausses nouvelles sont monnaie courante. La sensibilisation a été un grand succès à ce sujet.
- Pour de nombreux enfants et jeunes, **le confinement** a entraîné un retard dans l'apprentissage : il y avait un manque d'ordinateurs, de plans de données et parfois de connaissances et de compétences numériques. Beaucoup d'étudiants ont également été livrés à eux-mêmes.
- Cette crise a causé des **problèmes supplémentaires aux sans-abri** :
 - Les villes et les municipalités ont fait de leur mieux, mais nous nous retrouvons avec une **pénurie de soins** (de nuit),

- Il y a maintenant beaucoup **plus de sans-abri** parce que, d'une part, les couchsurfers ont épuisé leur réseau et d'autre part parce qu'il y a plus de pauvreté après juin.
 - **Les centres** ont été fermés ou sévèrement limités dans de nombreux endroits dans le nombre de personnes autorisées à entrer. Résultat : plus de sans-abri dans la rue et des amendes pour les sans-abri parce que vous n'étiez pas autorisés à vous asseoir n'importe où pendant le confinement.
 - **Les toilettes publiques** étaient fermées et la possibilité de prendre une douche était très limitée.
 - **Le couvre-feu nocturne** dans certaines villes a provoqué le déplacement des sans-abri. (Par exemple à Anvers à Ostende)
- **Les masques** ne sont pas toujours abordables au niveau du coût pour les plus vulnérables.
- **La distribution alimentaire** devient de plus en plus importante. Bien que l'existence de la distribution alimentaire montre que notre filet de sécurité sociale ne fonctionne pas toujours aussi bien, nous devons malheureusement maintenant plaider en faveur de l'extension de l'aide alimentaire et du soutien.
- **Le salaire minimum vital** est toujours inférieur au seuil de pauvreté européen. Cela explique également en partie la nécessité d'une aide alimentaire. Le salaire de subsistance doit augmenter
- **Les détenus** ont été abandonnés. Ils se sont vus refuser pendant le confinement tous les liens qu'ils entretiennent avec le monde extérieur. Cela ne crée pas un meilleur retour à la société.
- Il n'y a toujours pas de statut officiel pour les **travailleurs.es du sexe** ! Par conséquent, de nombreux travailleurs.es du sexe n'avaient pas droit à une indemnisation, ce qui a forcé bon nombre d'entre eux à poursuivre leur travail dans des conditions extrêmement dangereuses.

QU'EST-CE QUI A FAIT - ET FAIT - LA SENSIBILISATION PENDANT LA CRISE

Souvent, les **travailleurs de proximité** sont considérés comme des charges lentes. Lents parce que ce sont eux qui recherchent les personnes les plus vulnérables dans le ventre de notre société (sans-abri, jeunes vulnérables, personnes ayant des problèmes de santé mentale qui « n'entrent » nulle part, les personnes toxicomanes, les personnes âgées seules dans la pauvreté, les sans-papiers, ...) et les soutenir vers une vie meilleure. Et ça va lentement, plus lentement que presque n'importe qui voudrait. Et les ennuis s'adaptent parce qu'ils continuent à frapper à la porte de la politique pour souligner que les droits de leurs invités⁶ sont aussi importants que ceux de nous tous. Ainsi, alors qu'ils mettent toujours leur meilleur pied en avant dans le monde des plus vulnérables, ils ne sont pas toujours aimés.

Le jour où l'ampleur de la crise de Corona est devenue claire, les magasins de restauration et non essentiels ont fermé pour la première fois. L'effort de secours a également mis fin aux opérations et limité leurs contacts. C'est cette semaine-là que les travailleurs de proximité en Flandre (la plupart payés par la ville ou la municipalité, une minorité par une TCA ou une autre organisation à but non lucratif) ont décidé d'intervenir.

⁶ Les travailleurs de proximité parlent des invités, pas des clients ou public.

S'ils n'avaient pas informé leurs invités, personne n'aurait pu atteindre ces groupes. Ainsi, chaque travailleur.euse a fait un clic d'un jour à l'autre : chaque invité a été regardé physiquement et si pas possible alors par téléphone ou via les médias sociaux, et les mesures ont été précisées. Les travailleurs ont d'abord lutté pour garder les gens à un mètre et demi. Les **visites à domicile** ont été remplacées par des **visites de seuil**. Sonner la cloche, expliquer et demander si quelque chose pouvait être fait. Bientôt, ils se sont adressés aux sans-abri. Et c'est clair : les villes et les municipalités n'ont pas perdu de vue ce groupe et grâce au travail de sensibilisation qu'elles ont réalisé, les gens ont été dans des abris supplémentaires créés à Kortrijk, Gand, Ostende, Roeselare, Hasselt et Sint-Niklaas et d'autres villes, ce sont des exemples où la ville a agi rapidement.

En une journée, la sensibilisation par les travailleurs.euses s'était transformée en **sensibilisateurs locaux** qui ont convaincu les gens dans les rues et aux portes des mesures et ont participé aux plans de crise locaux. Et cela a été apprécié. Boîtes de classe rapides.

Le premier jour, il y avait encore une réforme créative : certains bureaux de sensibilisation sont devenus un peu de réception de crise : les invités qui sont venus au bureau de Gand ou d'Ostende ont été servis par la fenêtre et gardés à un mètre et demi l'un de l'autre dans la rue. Tu aurais dû voir ça, c'était un spectacle !

Sur les **médias sociaux**, certains travailleurs de proximité ont pu travailler avec des invités qui ont apprécié l'environnement. Ils leur ont demandé de partager les bonnes mesures avec d'autres clients via Facebook et WhatsApp. Parce que les gens l'acceptent plus rapidement que les rapports du gouvernement. Le besoin était élevé car dès la première semaine, de fausses mesures ont été postées (utilisation de la vitesse, consommation de vinaigre, ...) et des vidéos ont été postées blâmant la maladie sur les migrants. C'était comme si Trump avait un coup de main dedans. Pure stupidité qui a dû être contrée rapidement.

De plus, les **travailleurs de proximité** ont offert une aide très pratique. À Aalst, Roeselare et Boom, ils **faisaient des courses** pour des gens qui ne pouvaient pas à cause des circonstances. Les réseaux locaux n'avaient pas encore commencé. A Ham, le travailleur de proximité lui-même a mis en place un tel réseau et à Gand les travailleurs ont soutenu ces réseaux locaux. À Lier, un travailleur de proximité a même **travaillé comme chauffeur** pour le service de surveillance gp. Et la **distribution de nourriture** à Bruxelles, Genk, Gand et Roeselare a été également distribuée par des travailleurs de proximité.

L'effort de sensibilisation était également nécessaire pour garantir certaines formes d'assistance : à Sint-Niklaas et Turnhout, les services de toxicomanie ont été aidés dans le sauvetage de la drogue, à Ostende à la ligne d'assistance de la ville, à Ham, ils se concentraient en outre sur les personnes âgées seules et les quelques travailleurs de proximité qui sont encore là à Anvers ont ciblé les travailleurs du sexe. (Les services de la Free Clinic (médicaments gratuits) ont essayé d'atteindre le plus grand nombre possible d'utilisateurs).

Localement, la police (Ostende, Maasmechelen, Lokeren, Gand, Bruxelles) a été consultée : des accords ont été conclus sur la manière d'atteindre les personnes vulnérables et parfois des questions ont été posées quant à savoir si accorder une amende à un sans-abri est un choix judicieux. A Gand, cela a entraîné la distribution de documents officiels aux sans-abri afin qu'ils puissent rester dans les espaces publics pendant la journée sans pénalités s'ils se conformaient aux mesures de distance sociale. À Bruxelles, des travailleurs de proximité ont tenté de jouer un rôle dans la prévention des émeutes.

Mais ce qui n'est pas négligeable, c'est qu'en plus de fournir de l'aide, **les travailleurs de proximité** ont également **donné de l'espoir**. Les travailleurs de proximité n'ont pas cessé les contacts en personne, bien qu'à un mètre et demi. Et maintenant plus que jamais, il y a un besoin pour cela parce que beaucoup de gens sont en besoin. A

Malines, les gens sont même allés plus loin : là, le travail de rue organisait des concerts de rue : un musicien jouait un set dans la rue après que les gens eurent été informés afin qu'ils puissent suivre le spectacle par la fenêtre et depuis le balcon. Et avec les TCA, ils ont distribué des plants de fraises dans l'espoir que la récolte sera possible ensemble. À Genk et à Gand, les trousse de sensibilisation des knutselpakketten enfants ont été distribuées et des œufs de Pâques ont été apportés aux familles vulnérables.

En une journée, la sensibilisation a changé de forme et a diffusé les mesures du gouvernement de sa propre initiative. Disons que chaque travailleur travaille en moyenne avec 100 invités (ce nombre est plus élevé, mais nous n'allons pas tomber sur les chiffres maintenant), puis dans les premières semaines les travailleurs de proximité ont atteint environ **8 000 personnes dans des positions très vulnérables** (oui, c'est vrai, nous sommes seulement environ 80 de plus). Et puis ça fait mal quand on se rend compte qu'à Anvers 15 fonctions de sensibilisation ont été perdues au cours des 7 dernières années. Au moins **1 500 personnes vulnérables aujourd'hui ne peuvent pas être touchées directement en personne.**

La sensibilisation partage également **les signaux** que nous avons déjà vus dans les médias : la solitude fait des ravages, les problèmes de santé mentale augmentent de façon alarmante, la violence domestique augmente, un certain soutien est difficile à atteindre maintenant en raison des mesures et surtout les enfants vulnérables manquent à l'éducation et accumulent un grand désavantage : toutes les familles n'ont pas assez d'ordinateurs et certainement pas assez de plans de données, beaucoup de jeunes n'ont pas un endroit tranquille pour travailler sur les devoirs scolaires et beaucoup d'enfants n'ont pas une explication et aide supplémentaire pour leurs devoirs et leçons.

Nous pensons aussi aux **travailleuses du sexe**. Les gens refusent toujours de donner à ces personnes un **statut officiel**, ce qui signifie que beaucoup sont maintenant sans aucune forme de revenus. Je n'ai pas à vous dire que cela conduit à des situations très dangereuses.

INSCRIPTIONS AUX WEBINAIRES DU MERCREDI 28 OCTOBRE 2020

WEB DE RUE

INTERNATIONAL DIGITAL FORUM OF SOCIAL STREET WORKERS

28.10 4 WEBINARS THÉMATIQUES SUR L'IMPACT DE LA CRISE COVID-19 SUR LES PERSONNES EN SITUATION DE RUE : UN (DÉ-) CONFINEMENT DIFFICILE

gratuit

Photo by Ergin Akyurt on Unsplash

Participez à 4 webinars thématiques gratuits sur l'impact de la crise covid-19 sur les personnes en situation de rue : un (dé-) confinement difficile

Nous sommes très heureux de vous annoncer le Forum Digital International des Travailleur-euses Sociaux-ales de Rue, **WEB DE RUE**, qui prendra part du 26 au 30 octobre 2020. Cette semaine sera principalement virtuelle et divisée en plusieurs étapes. C'est dans ce cadre que nous vous proposons **4 webinars gratuits** le mercredi 28 octobre.

LE PROGRAMME

WEBINAR 1 (en anglais) : 10h Belgique / 5h Bolivie / 9h Sénégal / 16h Vietnam

Les violences des autorités sur les populations vulnérables pendant et après la crise Covid-19 (violences visibles et invisibles, mesure de confinement forcées en « centre d'accueil », focus particulier sur la situation des migrants et sans-papiers, ...).

Intervenant-es : Maria Jose Aldanas ([FEANTSA](#)), Arlyne Fernandez ([Virlianie fondation](#)), Valbona Hystuna ([ARSIS NGO](#))

→ [INFO & INSCRIPTION](#)

WEBINAR 2 (en français) : 13h30 Belgique, Suisse, RDC / 12.30 Sénégal / 13.30 Tunisie / 19h30 Vietnam

Les enfants en situation de rue dans le contexte de la pandémie Covid-19, en Asie et Afrique.

Intervenant·es : Walid Bouchmila ([Horizon d'enfance](#)), Joli Apema ([CATSR](#)), Siaka Coulibaly ([COSAE](#)), Le Thi Thu Thuy (HCM Child Welfare Foundation), Nicolas Roth ([Fondation Carrefour](#)), Benoit Van Keirsbilck ([Défense des enfants International \(DEI\) Belgique](#)) ainsi qu'un expert du [Comité des droits de l'enfant](#) des Nations Unies à Genève

En collaboration avec les Délégués Wallonie Bruxelles International ([WBI](#))

→ [INFO & INSCRIPTION](#)

WEBINAR 3 (en espagnol) : 15h30 Belgique / 10h30 Bolivie / 14h30 Sénégal / 21h30 Vietnam

L'impact de la crise Covid-19 sur les enfants (0-18 ans) en situation difficile (éducation, enfants dans l'espace public, violences domestiques, foyer/centre d'accueil, ...).

Intervenant·es : Ximena Rojas Landivar ([Asociación Mi Rancho](#)), Veronica Regina Müller ([AESMAR & MNMMR](#)), Joke Verreth ([Mobile School](#)), Juan Martin Perez ([Red por los Derechos de la Infancia en México](#)), Verónica Coral Rojas ([Corporación Educativa Combos](#)), Ester Bonal

→ [INFO & INSCRIPTION](#)

WEBINAR 4 (en français) : 18h Belgique / 13h Bolivie / 17h Sénégal / 00h Vietnam

Facebook Live

Les défis sociaux pour les personnes les plus vulnérables pendant et après la crise du Covid-19 (pauvreté, protection sociale, prévention, accès au logement, la garantie enfants, ...).

Intervenant·es : Olivier de Schutter (rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme), Maryse Bresson (professeure de sociologie à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), Céline Nieuwenhuys (secrétaire général Fédération des Centres de Services Sociaux, experte membre du GEES), Edwin de Boeve (directeur de Dynamo International).

En partenariat avec le [Festival des Libertés](#).

→ [FACEBOOK EVENT](#)

Les webinars 1, 2 et 3 sont gratuits mais [accessibles sur inscription](#).
Le webinar 4 sera diffusé en live sur la page Facebook du [Festival des Libertés](#)

Web de Rue est un événement organisé par



Avec le soutien de



En partenariat avec

